

Comment expliquer la tendance à la baisse du taux d'investissement des entreprises en France depuis une vingtaine d'années ?

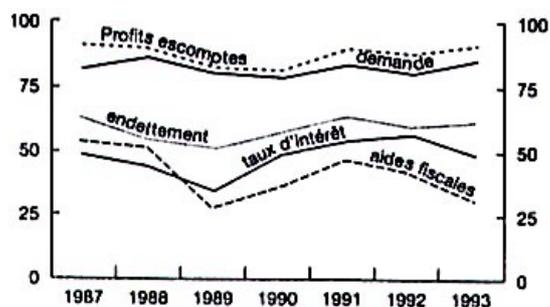
Document 1

	1970	1975	1980	1985	1990	1994	1995	1996
Taux d'investissement des SQS	22,1	19,4	19,4	16,9	18,9	16,4	16,3	15,9
Taux d'utilisation des capacités de production dans l'Industrie	85,6	78,8	85,5	84,5	87,3	82,0	83,8	82,5
Taux d'autofinancement des SQS 75,5	75,5	64,5	61,7	75,7	89,4	114,3	114,9	111,6
Part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée des SQS	30,8	27,0	25,8	28,4	32,5	32,0	32,0	31,5
Part des salaires bruts dans la valeur ajoutée des SQS	63,7	67,6	68,3	65,2	60,4	59,6	59,6	60,3
Taux de variation de la consommation des ménages en volume	4,3	3,2	1,4	2,3	2,4	1,4	1,7	2,1
Taux de croissance du PIB	5,7	-0,3	1,6	1,9	2,5	2,8	2,1	1,5
Taux d'intérêt réel à long terme	3,3	-1,5	0,2	6,1	7,3	5,9	5,6	4,5

" 35 ans de consommation des ménages », INSEE Résultats, mars 1995, Comptes et indicateurs économiques, INSEE Résultats, juin 1997, OCDE.

1. Rapport entre la FBCF et la valeur ajoutée des sociétés et quasi-sociétés.
2. Épargne brute/FBCF des sociétés et quasi-sociétés.
3. Taux d'intérêt nominal corrigé du taux d'inflation.

Document 3 : Les déterminants de l'Investissement (% d'industriels jugeant le facteur influent)



INSEE, L'économie française, 1994.

Document 4

En 1996 l'investissement net des entreprises n'est plus que de 181 milliards de francs, contre 319 milliards en 1990. Rapporté à la valeur ajoutée produite par ces mêmes entreprises, ce chiffre n'a jamais été aussi bas depuis qu'il existe des comptes nationaux tenus avec précision : 3,6 % de la valeur ajoutée des entreprises ont été consacrés en 1996 à l'investissement net, c'est-à-dire à préparer l'avenir, à augmenter ou à moderniser les équipements. C'est quasiment deux fois moins qu'en 1990 et trois fois moins qu'à la fin des années 70.

Inutile de dire que de tels chiffres sont inquiétants : ils concrétisent l'absence de confiance des entreprises dans l'avenir. Car on ne peut dire que les moyens financiers leur fassent défaut pour faire mieux : le taux d'autofinancement (...) est, depuis 1993, supérieur à 100 %, ce qui revient à dire que les entreprises consacrent à l'investissement moins d'argent qu'elles n'en ont. Du jamais vu dans la passé : les entreprises préfèrent se désendetter ou se constituer des trésors de guerre avec lesquels les plus riches pourront racheter certains concurrents. La croissance externe devient ainsi un mode de croissance moins risqué que la croissance interne.

Alternatives économiques, hors-série n° 3, « Les chiffres de l'économie et de la société », 1997-1998.

Document 5

Le demande exerce un effet d'entraînement sur la formation de capital. Les entreprises ne mettent en œuvre leurs projets d'investissement que si les débouchés leurs paraissent suffisants. Pour qu'elles décident d'accroître leur capital, il faut que leur capacité productive soit durablement inférieure à celle qui permet de satisfaire la demande qu'elles anticipent. Si l'entreprise estime que l'augmentation attendue des débouchés n'est que provisoire ou s'il existe des capacités de production inemployées, elle n'investira pas. Ainsi le taux d'utilisation des capacités de production est un indicateur fiable de l'état de santé de l'économie. Il permet d'anticiper l'évolution de l'investissement. Lorsque les capacités de production inemployées diminuent, les entreprises ont moins de marge de manœuvre pour ajuster leur production et vont recommencer à investir.

P. A. CORPRON, Les Cahiers français, n° 279, Découverte de l'économie : " 1. Concepts et mécanismes ", janvier-février 1997.

Document 2

Il existe deux façons très différentes d'aborder la question des déterminants de l'investissement. La première suppose que l'investissement est conditionné par l'épargne sous les deux formes d'épargne des ménages et d'épargne des entreprises.

Dans cette conception, une épargne importante serait un facteur de baisse des taux d'intérêt et cette baisse encouragerait les entreprises à accroître leur capital. Toujours d'après cette théorie, la dette publique, si elle devient trop importante, accroît fortement la « demande d'épargne », fait monter les taux d'intérêt et contribue à décourager l'investissement. (...)

Cette théorie, qui considère l'épargne comme le principal déterminant de l'investissement et le taux d'intérêt comme la variable clé de l'ajustement, se heurte à une objection importante. L'épargne qu'elle soit des ménages ou des entreprises peut servir au désendettement plutôt qu'à l'investissement. Elle peut s'exporter, s'investir en titres publics ou faire monter les cours des Bourses en se portant sur des actions existantes. (...)

Il existe une deuxième théorie de l'Investissement qui le relie plus directement à la demande. L'investissement qui est destiné à maintenir, améliorer ou accroître la capacité productive d'une entreprise ne se justifie que dans la perspective où une demande de biens produits par cette entreprise existe à l'intérieur du pays et à l'extérieur du pays. La demande Intérieure dépend du revenu disponible et de la psychologie du consommateur, la demande extérieure de la compétitivité de nos entreprises. Or, cette demande ne peut être qu'anticipée par les entrepreneurs à partir de l'observation qu'ils font de la situation présente.

Journal officiel, « Avis et rapport du conseil économique et social », rapporteur : Michelle De Mourgues, 30 juin 1997.

Document 6

Les investissements français à l'étranger se sont fortement développés à compter de 1986. Alors qu'ils se situaient autour de 20 milliards de francs de 1981 à 1985, ils ont atteint 36 milliards de francs en 1986, 52 en 1987, 76 en 1988, 115 en 1989 et 146 en 1990. Cela a donc correspondu à une croissance proche de 50 % l'an pendant cinq ans. L'internationalisation des firmes françaises s'est intensifiée : la nécessité de délocaliser tes productions pour mieux capter certains marchés, voire bénéficier de conditions de production plus favorables, a justifié cet effort. La perspective du Marché unique intra-européen de 1993 a fondé le développement des acquisitions françaises en Europe. L'amélioration de la situation financière des entreprises et la suppression du contrôle des changes, en 1985, ont permis sa réalisation. Un net ralentissement des investissements est intervenu après 1990, leur niveau régressant jusqu'à 53 milliards de francs en 1995. Une nouvelle progression s'est produite en 1996, mais de faible ampleur (62 milliards de francs).

Françoise MILEWSKI, L'Etat de la France 1997-1998, La Découverte et Syros. 1997.